

**Nations unies - Lutte contre Daech -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New-York, 08 juin 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier chaleureusement Jeffrey Feltman pour sa présentation très éclairante du rapport du secrétaire général sur la menace posée par Daech.

Je souhaite également adresser, au nom de la France, mes plus sincères condoléances à tous nos partenaires touchés par les attaques terroristes qui se sont multipliées depuis deux semaines.

Rien ne peut justifier de prendre pour cibles des populations civiles et d'attaquer lâchement des innocents comme nous avons pu le voir à Manchester, Bagdad, Kaboul, Manille, Londres ou encore hier à Téhéran, pour ne prendre que les exemples que les plus récents.

Plus que jamais, notre détermination à lutter contre le terrorisme et contre la barbarie de Daech doit être totale.

Le président de la République française, M. Emmanuel Macron, a réaffirmé avec force cette priorité et annoncé un renforcement du dispositif français en ce domaine, avec en particulier la création d'une unité de coordination placée sous son autorité directe.

Monsieur le Président,

Le rapport du secrétaire général le souligne clairement : Daech a continué de subir des défaites importantes en Irak et en Syrie, et cela notamment grâce à l'action de la coalition internationale.

Nous devons continuer de poursuivre les terroristes de Daech dans leurs repères en Syrie et en Irak, et empêcher qu'ils n'étendent leur emprise sur d'autres zones, au Moyen-Orient, en Libye ou encore, et c'est important, au Sahel.

À cet égard, la bataille qui commence pour reprendre Raqqa, d'où de nombreuses attaques contre la France et l'Europe ont été planifiées, constitue un enjeu majeur, et pour mon pays une

priorité de tout premier plan.

Mais au-delà de nos efforts au plan militaire, je souhaiterais insister sur trois domaines, dans lesquels nous pouvons et devons encore faire mieux :

Premier axe, la lutte contre le financement du terrorisme doit rester une priorité absolue, dans le cadre fixé par la résolution 2253. Si Daech rencontre indéniablement des difficultés au plan financier, il ne faut pas sous-estimer la capacité du groupe et de ses sympathisants à s'adapter et à diversifier ses sources de revenus. Nous devons donc rester pleinement mobilisés pour assécher les sources de financement de Daech. Cela passe notamment par des actions concrètes et convergentes pour surveiller les mouvements de fonds suspects, faire reculer l'anonymat, limiter l'usage du cash dans l'économie ou encore renforcer la coopération entre tous les services concernés.

Deuxième axe, l'évolution des flux de combattants terroristes étrangers doit nous amener à constamment adapter nos législations et nos dispositifs. Outre la nécessité de continuer à prévenir la radicalisation et à empêcher les départs, il nous faut anticiper les risques posés par de potentiels retours ainsi que par les combattants qui décident de rejoindre un pays tiers. Cela implique d'améliorer nos outils de détection, de renforcer le partage d'information, mais aussi de concevoir des réponses adaptées lorsque des combattants et leur entourage cherchent à rentrer dans nos pays. C'est un exercice infiniment complexe car chaque situation est différente. Dans le cas de la France, il y a notamment un nombre important de femmes et d'enfants à prendre en considération. Nous devons être en mesure de répondre à ce défi, et nous y travaillons.

Enfin, troisième axe, nous devons poursuivre et intensifier le combat sur le terrain des idées. Face à des terroristes qui exploitent la transformation numérique à leur profit, nous devons nous aussi adapter nos modes de réaction. La lutte contre Daech sur internet est bien la nouvelle frontière de notre combat. Il est donc essentiel de poursuivre une discussion franche avec les grands groupes de l'Internet sur les moyens de contrer la propagande meurtrière de Daech. Au-delà de l'engagement nécessaire des acteurs gouvernementaux, l'efficacité de notre action repose aussi sur la mobilisation de la société civile. Il est essentiel d'exposer les contradictions des groupes terroristes sur le terrain.

Monsieur le Président,

Contre ceux qui opposent la barbarie à notre manière de vivre, à notre liberté, à notre démocratie, menons ensemble un combat implacable et multifronts, dans le respect de nos valeurs et avec les armes du droit. C'est dire combien ce combat contre le terrorisme et contre Daech est aussi celui des Nations unies.

Je vous remercie./.